

Publié le 19 mai 2014

Assemblée mondiale de la Santé à Genève

Genève, 19.5.2014 - Allocution du Conseiller fédéral Alain Berset à l'occasion de l'ouverture de l'Assemblée mondiale de la Santé à Genève - Seules les paroles prononcées font foi.

Au nom du gouvernement Suisse, je vous souhaite la bienvenue à Genève pour la 67e Assemblée mondiale de la Santé.

En matière climatique, les prévisions alarmantes se succèdent. Que faut-il en penser? Le célèbre écrivain Mark Twain a dit un jour : *"Les faits sont têtus; il est plus facile de s'arranger avec les statistiques"*. En tant que ministre suisse de la santé, je pourrais être tenté de céder à cette solution de facilité, car mon portefeuille inclut aussi les statistiques - et même la météorologie!

Pourtant, au-delà des statistiques, le changement climatique est une réalité. Ses conséquences aussi, y compris en matière de santé:

Des inondations, des ouragans toujours plus dévastateurs répandent la mort et causent des dommages physiques et psychiques aux victimes. Ils détruisent les infrastructures et les systèmes de santé. C'est donc une question de santé publique.

L'augmentation des températures entraîne des sécheresses qui réduisent la production agricole. Elles aggravent la sous-nutrition et les tensions autour des ressources en eau. C'est donc une question de santé publique.

Les changements climatiques influencent la propagation de maladies transmises par des insectes ou à travers l'eau, comme le paludisme ou les maladies diarrhéiques. C'est donc une question de santé publique.

Le climat, étroitement associé à la pollution de l'air, n'est toutefois qu'un des déterminants de la santé. Pour faire progresser la santé, il faut suivre une approche multisectorielle et agir sur tous les fronts: dans le domaine environnemental, mais également social et économique.

Ici à Genève, cette approche multisectorielle trouve un terreau fertile. A côté de l'OMS et d'autres organisations clés en matière de santé, les domaines environnemental, social et économique sont particulièrement bien représentés. Je suis convaincu que la première Conférence mondiale sur la santé et le climat, que l'OMS organisera en août prochain, permettra à tous les acteurs d'avoir des échanges fructueux.

Et j'aimerais ici, Mesdames et Messieurs, insister solennellement sur l'impérieuse nécessité de décroisonner nos disciplines. D'abattre les murs et les cloisons qui nous empêchent de mener une réflexion globale. J'aimerais insister sur l'obligation que nous avons de développer une nouvelle éthique politique de la santé. Une nouvelle éthique dans laquelle nous ne considérons plus les questions de santé pour elles-mêmes seules, mais dans toutes leurs dimensions économique, sociale et environnementale : il ne s'agit pas de la santé pour elle-même mais de la santé et des changements climatiques, de la santé et du développement économique, de la santé et de l'accès à l'éducation.

Et je vous appelle à ne pas le faire que pour nous et d'appeler vos collègues à produire le même effort. Pour renforcer la place de la santé dans les négociations sur le climat et dans celle qui concerne le commerce et les échanges.

Et si nous avons l'obligation de le faire, ce n'est pas pour nous ! Ce n'est pas non plus une question de principe ! Si nous le faisons, c'est parce que les questions de la santé représentent à la fois l'exigence de base et le cœur du développement individuel humain, l'exigence de base est le cœur du développement collectif d'une société.

La nécessité d'une action multisectorielle s'accompagne de la nécessité d'une action à plusieurs niveaux. Dans un monde globalisé, le facteur national ou même local ne doit pas être négligé. Pour la santé de l'individu, les polluants de l'habitat s'avèrent parfois plus néfastes que la pollution extérieure.

Il faut changer des comportements, par exemple dans l'utilisation de produits chimiques dangereux ou de certains combustibles pour la cuisson et le chauffage.

Pour protéger la santé, notre action doit prendre en compte une multitude de facteurs mais en même temps éviter la fragmentation.

Et c'est donc une action qu'il faut mener à tous les niveaux, international, national, régional, local.

Cette approche large est celle que la Suisse s'efforce de suivre:

Premièrement, pour l'agenda de développement durable pour l'après 2015, la Suisse souhaite des objectifs tenant compte de manière équilibrée des dimensions environnementale, économique et sociale. Nous sommes en faveur d'un objectif spécifique à la santé, visant à maximiser la santé pour tous à tous les stades de la vie. La réalisation de la couverture sanitaire universelle en serait un élément clé.

Deuxièmement, dans sa coopération internationale, la Suisse met depuis plusieurs années l'accent sur les biens publics mondiaux. Une partie

importante des moyens de notre coopération est consacrée aux défis globaux tels que le changement climatique, la sécurité alimentaire, l'eau et la santé.

Troisièmement, au niveau national, notre stratégie globale de santé à l'horizon 2020 a notamment pour objectif de mieux tenir compte des déterminants de la santé. Par exemple, pour mettre en lumière les liens entre l'être humain et son environnement, nous développons actuellement une étude nationale pour vérifier l'exposition de la population à des substances nocives et d'évaluer les conséquences. En identifiant les marqueurs précoces de maladies ou les substances problématiques, il est possible d'agir en amont pour la protection de notre santé future.

Enfin, en matière climatique, la Suisse mène une politique active de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Nous avons atteint l'objectif 2008-2012 fixé dans le protocole de Kyoto et, pour la période 2013-2020, nous souhaitons réduire de 20% les émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990.

En parallèle à la lutte contre le réchauffement climatique, des mesures d'adaptation sont nécessaires. S'agissant de la santé, le gouvernement suisse a identifié deux domaines principaux: les vagues de chaleur récurrentes, potentiellement dangereuses pour les personnes âgées et malades, et la gestion des nouveaux risques infectieux.

Dans chacun de nos pays, en fonction du contexte national, les mesures à prendre sont différentes, les besoins et les possibilités aussi. Reste que le défi du climat nous concerne tous.

Au-delà des statistiques, si nous sommes toutes et tous réunis ici, c'est pour agir en faveur de la santé et, par notre action concertée, faire mentir les prévisions les plus pessimistes.

C'est dans ce sens que je nous souhaite des discussions fructueuses.